

BETTO PERBEN PRADEL FILHOL

Laura CANET

Juriste

Tél. : +33 (0) 1 40 55 38 77
laura.canet@bettolegal.com



Laura Canet intervient en arbitrage international et en contentieux international des affaires. Elle a précédemment travaillé au sein de cabinets internationaux à la Haye et à Paris, dans les secteurs du commerce international, de la défense, de l'aviation civile et de l'énergie.

LANGUES

Français, Anglais

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2019	Collaboratrice, BETTO PERBEN PRADEL FILHOL
2019	Stagiaire, Heffels Spiegeler Advocaten (La Haye, Pays-Bas)
2018	Stagiaire, BETTO SERAGLINI
2017	Stagiaire, Smith d'Oria

FORMATION

2018	Ecole de Formation du Barreau, Paris
2017	LLM Contentieux International des Affaires Approfondi, Université Paris XII (Paris-Est Créteil), avec mention
2016	Master 2, Juriste d'Affaires International, Université Paris V (Paris-Descartes)
2015	Master 1, Droit des Affaires, Parcours Européen et International, Université Paris V (Paris-Descartes)
2015	Certification d'Anglais Juridique, "International Legal English Certificate" (ILEC), Université Paris II (Panthéon-Assas)
2012-2015	Licence de droit, Université Paris V (Paris-Descartes), avec mention

EXPÉRIENCE

Représentation d'un acteur majeur du secteur de l'énergie dans un arbitrage relatif à la vente d'uranium.
(65 millions de dollars, droit suisse, CCI Lausanne, procédure en langue anglaise)

Exécution et résiliation d'un contrat pour une cimenterie en Algérie.
(60 millions d'euros, droit français, CCI Paris, procédure en langue française)

Représentation d'un grand groupe aéronautique dans un différend relatif à un contrat de licence.
(25 millions d'euros, droit français, procédure ad hoc, langue anglaise)

Représentation d'un grand groupe aéronautique dans un différend relatif à un contrat de licence.
(25 millions d'euros, droit de New York, procédure CCI, langue anglaise)

Représentation d'une société suédoise du secteur de l'industrie de la défense dans un différend relatif à la résiliation d'un contrat de représentation pour la vente de matériel militaire.
(3 millions d'euros, droit français, CCI Paris, langue française)